

La société française et l'argent

DENIS DURAND

Quiconque s'essayait naguère à attirer l'attention sur la nature profondément politique des questions monétaire et financières se voyait habituellement rétorquer que ces questions n'intéressent pas les citoyens ordinaires. On ne peut plus prétendre une telle chose aujourd'hui.

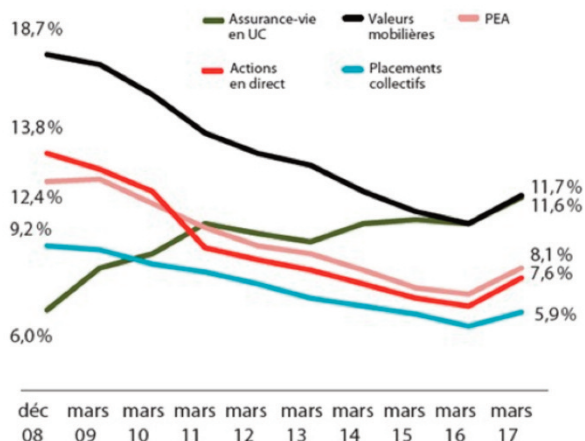
LA CRISE FINANCIÈRE DE 2007-2008 A ÉTÉ UN TOURNANT.

Chacun a pu constater la panique qui a été à deux doigts de mettre à bas le système financier occidental. Des millions de salariés, de retraités, de jeunes en formation ont vécu les conséquences qui en ont résulté : récession sans précédent depuis la Deuxième guerre mondiale, assauts spéculatifs contre plusieurs États européens, menaçant l'existence même de l'euro, féroce répression du peuple grec coupable d'avoir voté la sortie de l'austérité, menace d'un nouveau krach, plus grave que le précédent... Tout cela a fait percevoir plus clairement qu'auparavant l'influence que les banques, les marchés financiers, les politiques monétaires exercent sur la situation de tout un chacun.

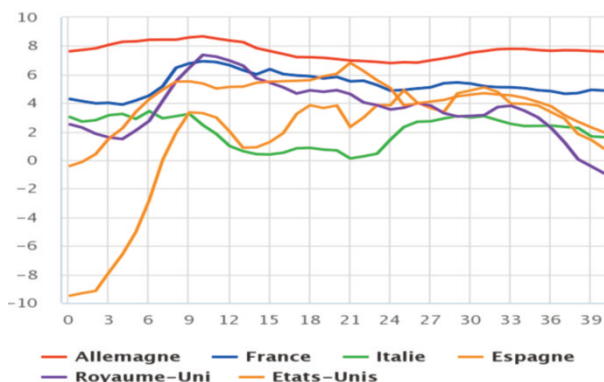
La lucidité sur les dangers des marchés financiers se mesure dans les enquêtes d'opinion mais aussi dans les comportements. Le ministre des Finances a ainsi pu déplorer que le pourcentage des Français détenteurs d'actions soit passé de 14 % en 2008 à 7 % en 2016⁴³.

De fait, la France se distingue des autres pays industrialisés à la fois par un taux d'épargne financière des ménages relativement élevé et par une répugnance envers les placements considérés comme exposés aux risques des marchés⁴⁴.

Évolution comparée des taux de détention de valeurs mobilières de 2008 à 2017

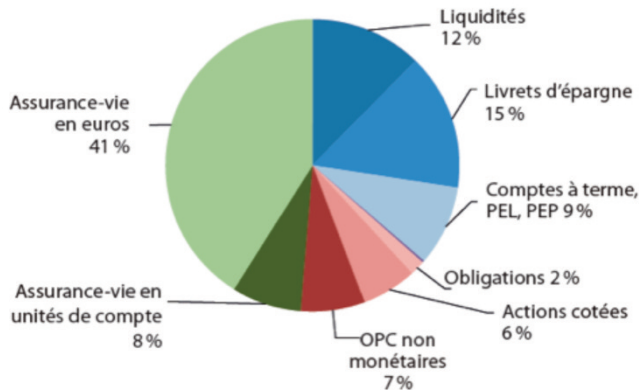


Taux d'épargne financière des ménages (en % du revenu)



77 % de l'épargne des ménages est placée dans les banques (dépôts, comptes sur livrets, plans d'épargne logement), et surtout en contrats d'assurance vie en euros.

Taux d'épargne financière des ménages (en % du revenu)⁴⁵



Dans plusieurs pays, l'indignation contre le comportement des banques (mouvement des Indignados en Espagne) et contre le pouvoir des marchés financiers (campagne de Bernie Sanders axée sur la dénonciation de Wall Street) a fortement contribué à redonner de l'influence à des forces politiques de gauche, allant parfois jusqu'à une critique du capitalisme.

Pourquoi n'en a-t-il pas été de même en France jusqu'à présent, bien que la colère contre les banques et la condamnation de la financiarisation y recueille un consensus au moins aussi large qu'ailleurs ?

Ce paradoxe a évidemment des causes multiples. L'une d'entre elles tient à l'attitude des forces politiques de gauche, particulièrement de celles qui auraient toutes les raisons de s'appuyer sur le rejet de la finance pour construire l'adhésion majoritaire des citoyens à un dépassement de l'exploitation des travailleurs sous la forme concrète qu'elle prend aujourd'hui : le pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent.

La gauche dans son ensemble est restée attachée à une conception, très ancrée dans la tradition nationale, où les programmes économiques portent quasi exclusivement sur l'affirmation d'une action de l'État et non sur le contenu de cette action, et encore moins sur les facteurs qui déterminent les décisions des banques et des entreprises relatives à l'emploi, aux investissements, au choix des productions, à leur localisation.

Dans les manifestations, l'exigence d'un « autre partage des richesses » est un slogan très populaire mais aucune force ne s'exprime pour relier cette aspiration à l'action pour prendre le pouvoir sur la façon de produire les richesses. Cela entre-tient, dans le débat politique, la persistance d'idées réformatrices, très datées, selon lesquelles l'État aurait la capacité de corriger les inégalités inhérentes au capitalisme sans qu'il soit besoin de mettre en cause les ressorts profonds de ce mode de production.

Cette vision des choses a inspiré les politiques social-démocrates caractéristiques du capitalisme monopoliste d'État social dans sa période de prospérité. Elle a perdu sa crédibilité lorsque ce dernier est entré en crise, laissant le champ idéologique libre pour la mise en œuvre des politiques néolibérales et pour la prise de pouvoir des marchés financiers sur l'économie mondiale, au service de la restauration des taux de profit. Elle n'en est pas moins devenue la référence quasi-exclusive de la gauche dans son ensemble. Le PCF dispose, dans ses textes de congrès, d'éléments de dépassement de ce conservatisme : conquête de pouvoirs dans l'entreprise avec de nouveaux critères de gestion, action pour changer l'orientation des crédits bancaires, mise en cause de l'Union économique et monétaire européenne et de la politique de la BCE... Leur mise en avant s'est toutefois constamment heurtée à la crainte qu'elles n'entrent en contradiction avec la conclusion d'alliances stratégiques avec telle ou telle composante de la gauche réformatrice. Par exemple, le PCF s'est ainsi laissé emporter dans le discrédit des politiques menées, par la « gauche plurielle ». Depuis lors, il n'a pas cherché réellement à apparaître comme porteur d'une visée plus radicale qui l'identifierait dans le paysage politique. Par exemple, les critiques qu'il a été amené à exprimer en certaines circonstances contre un Jean-Luc Mélenchon ont toujours exclusivement porté sur ses comportements et ses choix stratégiques, accréditant l'idée qu'en revanche, le PCF partagerait l'essentiel de son programme de relance de la demande par l'action de l'État, sans toucher au pouvoir patronal dans l'entreprise et sans changer les critères d'allocation du crédit – à la différence de ce que proposent les programmes adoptés par le PCF.

Alors que les citoyens ont conscience que le pouvoir des multinationales, des marchés financiers, des banques et des banques centrales peut désormais l'emporter sur celui des gouvernements

même les mieux intentionnés, la gauche dans toutes ses composantes reste ainsi identifiée à un refus de considérer ce pouvoir comme un pouvoir politique. L'idée continue de prévaloir que si l'action de l'État peut avoir une influence sur la demande, l'offre relève exclusivement du pouvoir du capital tel qu'il s'exerce sous la forme des décisions relatives à la création et à l'utilisation de l'argent des entreprises, des banques, et de l'argent public qui est mis en abondance à leur disposition. Mais qui peut encore croire aujourd'hui qu'une politique de justice sociale pourrait simplement consister à « prendre de l'argent aux riches pour donner aux pauvres » ? Cette vision magique, laissant dans l'ombre les conditions de la production et ignorant le rôle que devrait jouer la monnaie pour rendre possible la création de richesses en l'anticipant, rejoint les impasses de la théorie économique néoclassique (construite explicitement contre Marx dès le lendemain de la Commune de Paris). L'occultation de l'antagonisme entre capital et travail, comme entre capital et nature, tend à réduire la critique sociale à une dénonciation des « inégalités », à une opposition entre « riches » et « pauvres », entre « 1 % » et « classes populaires ». Du point de vue écologique elle mène à une dénonciation de « la croissance », voire de l'économie en soi, éludant les enjeux liés aux décisions portant sur le contenu de la croissance et sur les choix de production. Elle fait perdre de vue la complexité des contradictions qui traversent le salariat, comme la société, et des potentiels de convergence de ses différentes composantes face au capital. Lorsqu'elle s'affuble de prétentions théoriques, elle légitime les populismes les plus régressifs. Elle renonce à toute chance de servir de base à une alternative aux politiques néolibérales.

C'est pour une large part de cette perte de crédibilité qu'Emmanuel Macron a tiré les moyens politiques de son action actuelle.

On peut montrer sur trois exemples qu'il serait pourtant possible de sortir de cette ornière. Premier exemple : l'usage politique des révélations du récent rapport d'Oxfam sur les dividendes du CAC 40⁴⁶ sera très différent selon qu'il se bornera à demander aux actionnaires d'en rendre une partie aux travailleurs, ou selon qu'à partir de la mise en lumière du coût du capital il servira de point d'appui pour exiger de nouveaux pouvoirs dans les entreprises et dans les banques, pour que leur argent finance des investissements matériels ou de recherche destinés à développer

l'emploi qualifié, la création de valeur ajoutée dans les territoires et la préservation des ressources naturelles.

Deuxième exemple : l'indignation contre l'évasion fiscale est un phénomène politique majeur. Le succès du livre d'Alain et Éric Bocquet⁴⁷ a montré combien il y aurait là un terrain favorable à la progression des idées communistes, à l'appui d'actions concrètes pour prendre le pouvoir sur l'argent. On pourrait ainsi mettre en rapport le montant de l'évasion fiscale en France, estimé à 60 à 80 milliards, avec les 200 milliards d'exonérations fiscales et sociales, parfaitement légales, dont bénéficient les entreprises. On pourrait faire valoir que pour faire disparaître ces 60 à 80 milliards, qui représentent entre 16 et 22 % de l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières, il faut donc changer profondément la gestion des entreprises, et on pourrait proposer des actions concrètes pour y imposer de nouveaux critères. On pourrait citer le rapport du CESE sur l'« évitement fiscal »⁴⁸ qui préconise un moyen concret de conférer du pouvoir aux travailleurs sur l'utilisation de l'argent : donner aux instances représentatives des salariés le droit d'être informées des pratiques visant à échapper à l'impôt (prix de transferts, localisations d'opérations dans des paradis fiscaux...) et de pouvoir alerter l'administration fiscale lorsque les entreprises s'y livrent. On pourrait souligner l'omniprésence des banques à toutes les étapes de ces pratiques dont elles sont les plaques tournantes et les chevilles ouvrières, et s'appuyer sur cette constatation pour transformer l'indignation en mobilisation pour qu'elles assignent d'autres fins à leur pouvoir de création monétaire...

Faute d'une bataille politique résolue sur ce terrain, ce qui l'emporte encore aujourd'hui, c'est cette idée au fond rassurante, et terriblement démobilisatrice, qu'en supprimant (par quelque miracle) l'évasion fiscale on pourrait résoudre tous les problèmes (la dette publique, le « trou de la sécu », le financement des services publics et bien d'autres choses encore) sans qu'il soit besoin de changer la société, ni de disputer le pouvoir au capital dans les entreprises et dans les banques.

Croire qu'on pourrait fonder sur un tel obscurantisme économique et politique une renaissance de l'influence des idées de gauche n'est pas seulement illusoire : c'est contribuer à faire obstacle à la convergence des mouvements sociaux qui, de fait, s'affrontent pourtant à des enjeux de

même nature, ceux des choix portant sur l'utilisation de l'argent, dans les services publics exténués par l'austérité budgétaire comme dans les entreprises privées engagées dans une course folle à la baisse du coût du travail.

Troisième exemple, l'idéologie néolibérale s'emploie à culpabiliser les citoyens en stigmatisant la dette publique (mais pas la dette privée, et surtout pas le coût du capital). Symétriquement, divers plans qui se veulent très radicaux voient dans l'« annulation de la dette » la solution à toutes sortes de problèmes, ou préconisent un fonctionnement de l'économie sans crédit.

La posture morale qui inspire ces deux attitudes dispense de s'intéresser aux mécanismes économiques qui conduisent collectivités publiques comme entreprises privées à recourir à l'emprunt pour le financement de leurs investissements, et aux enjeux politiques qui y sont attachés. Les vieilles idées qui ont fait le succès, puis l'échec, des expériences sociales-démocrates ou soviétiques au XX^e siècle, ont donc, encore aujourd'hui, la vie dure. On remarquera néanmoins que rien n'est plus favorable au progrès des consciences que les mobilisations sociales.

Ainsi, à l'appui de son plan de développement du service public ferroviaire Ensemble pour le fer, la fédération CGT des Cheminots a participé au lancement d'un appel d'économistes pour libérer la SNCF du poids de son endettement envers les marchés financiers, en le remplaçant par un recours à la création monétaire de la Banque centrale européenne, sous la forme de prêts à très long terme et à très bas taux d'intérêt, proches de celui que la BCE pratique dans ses prêts aux banques, c'est-à-dire entre 0 % et 0,4 %. Cette méthode vaut pour la reprise de la dette existante mais plus encore pour le développement des investissements futurs, indispensables au développement du service public ferroviaire qui est précisément l'axe stratégique du mouvement des cheminots.

La grande diversité des auteurs de cet appel est un bon exemple de ce que des idées novatrices et radicales peuvent être une puissante base de rassemblement (en l'occurrence entre ouvriers, techniciens, cadres, usagers de la SNCF, autres mouvements en faveur des services publics, défenseurs de l'environnement...), à l'exact inverse des tentatives d'enfermer le mouvement social dans la seule protestation contre la politique de Macron.

Changer l'orientation du crédit bancaire (au

moyen de divers leviers qui incluent une remise en cause radicale de l'Union économique et monétaire européenne) comme étape vers un dépassement du marché de l'argent.

Développer de nouveaux services publics et de nouveaux critères de gestion comme étapes du dépassement du marché des produits. Construire une sécurité d'emploi ou de formation comme étape vers le dépassement du marché du travail. Épauler les efforts des pays émergents pour une autre mondialisation comme étape vers le dépassement du marché mondial : voilà des axes de cohérence politique pour un projet révolutionnaire où la participation active, consciente, au « mouvement réel » vise bien à « abolir l'état de choses existant » et non pas à se persuader que « le mouvement est tout, le but final n'est rien ». La situation actuelle serait-elle différente si le PCF avait mis en pratique cette cohérence face à la cohérence perverse du néolibéralisme ? Nul ne peut le dire. Il est certain, en revanche, qu'il manquera quelque chose d'essentiel au mouvement social s'il ne le fait pas dans la période qui vient. Pour cela, il sera bien sûr nécessaire de rompre, en actes et non en paroles, avec les choix stratégiques actuels et avec les abandons théoriques et pratiques qui les ont accompagnés. C'est tout l'enjeu du congrès que nous sommes en train de préparer. ★

⁴³ Source : enquête Kantar TNS, Les Français et la détention d'actions, octobre 2017

⁴⁴ Banque de France, Eurostat, BEA et ONS

⁴⁵ Banque de France, calcul Autorités des Marchés financiers

⁴⁶ Manon Aubry, Christophe Alliot, Sylvain Ly, CAC 40, des profils sans partage, comment les grandes entreprises françaises alimentent la spirale des inégalités, Oxfam France, mai 2017

⁴⁷ Alain et Éric Bocquet, Sans domicile fisc, Le cherche-Midi, Paris, 2016

⁴⁸ Antoine Dulin, rapporteur, Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale, avis du Conseil économique, social et environnemental adopté le 13 décembre 2016.